

*L'emploi*

Tantôt on nous dira: Vous nous demandez de réinvestir des fonds, et tantôt, de couper nos dépenses. Bien sûr! Il faut faire des choix, et la politique est ainsi faite, monsieur le président, il le faudra! Le Canada peut-il se permettre de perdre encore 100,000 ou 200,000 emplois dans les conditions présentes? Voilà une question à laquelle le gouvernement doit répondre et sur laquelle il doit se pencher. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration ne peut absolument pas nous assurer que ses programmes vont régler la fermeture d'usines ce qui nous fait mal ainsi qu'à des milliers de Canadiens, et ces membres du gouvernement sont insensibles envers ces gens qui souffrent actuellement. Et je répète que c'est un gouvernement sans cœur qui se comporte de cette façon! Et je ne le dirai jamais trop que la population canadienne a besoin de sentir cette dénonciation vis-à-vis l'inaction de ce gouvernement dans un contexte aussi épouvantable que celui que nous connaissons actuellement. L'an dernier nous avons eu plus de 8,000 faillites au Canada, dont 40 p. 100 dans la province de Québec. Au mois de juin 1981 on frisait les 300,000 chômeurs chez nous.

Au mois de décembre, nous avons 347,000 chômeurs chez nous. C'est sûr que certains députés du Québec diront que cela dépend d'un gouvernement provincial qu'ils n'aiment pas. On remettra la responsabilité sur le gouvernement provincial. Ici, au gouvernement fédéral, on remet la responsabilité sur les États-Unis, ou sur des usines plus modernes que les nôtres. Mon préopinant a fait la preuve justement tantôt par rapport à certains pays qui ont su moderniser leur industrie, que le nôtre ne l'avait pas fait suffisamment. Il a fait la preuve de l'inaction du gouvernement, de l'absence de crédits suffisants à une recherche plus poussée pour protéger nos secteurs traditionnels. Ce qui n'empêche pas, avec ces mêmes crédits, de faire preuve de clairvoyance pour le secteur industriel plus moderne et plus à point. Le ministre a dit: On n'a pas proposé de plan. Je dirai pour la gouverne du ministre que le Québec a proposé hier un plan de 200 millions de dollars en demandant au gouvernement fédéral de partager à 75 p. 100 pour une relance immédiate, et éviter, je ne sais quel mot je devrais employer pour demander à ce gouvernement de saisir l'occasion d'aider une des provinces qui souffrent le plus actuellement au Canada à cause de son taux de chômage, pour éviter la continuité de fermeture d'usines, un plan de 200 millions de dollars. Nous le demandons au gouvernement, et nous en avons fait la preuve, s'il avait voulu nous écouter, pour une relance dans la construction des taux d'intérêt privilégiés pour les propriétaires. Le gouvernement a fait la sourde oreille sur cette mesure, et on voit ce qui se passe aujourd'hui: des milliers d'unités de logement n'étant pas construites conditionnent la perte de milliers de mobiliers de cuisine, de chambre à coucher ou de téléviseurs, de réfrigérateurs non vendus au Canada.

La mort de l'industrie de la construction a été coûteuse sur le plan du chômage et dévastatrice sur le plan économique. C'étaient des mesures que nous préconisons, et que nous préconisons toujours depuis fort longtemps. Le ministre demande que faire, parce que ce gouvernement n'a plus d'initiative, si ce n'est que certains programmes qu'on pourrait appeler des programmes d'assurance-chômage déguisés, ou le gouvernement se rend compte que, à cause de cette concurrence à l'égard de nos voisins on a du retard et du rattrapage à

faire par rapport à l'absence de crédits et de politiques qui auraient pu nous maintenir sur le plan industriel. On voudrait, aujourd'hui, tendre la main à ces députés et leur dire qu'on les excuse de leur incompétence et de leur faillite. Les Canadiens exigent un gouvernement suffisamment clairvoyant pour leur aider à résoudre les problèmes. Les Canadiens veulent travailler. Quand on pense que 40 p. 100 des chômeurs actuellement sont âgés de 18 à 25 ans et quand on pense aux conséquences dangereuses sur le climat social pour cette jeunesse qui a été jusqu'à un certain point trahie après ce qu'on lui a promis, dans la mesure où les jeunes poursuivaient leurs études, ils se retrouvent sur le marché du chômage.

Étant donné les circonstances, il est clair que nous avons un devoir comme opposition officielle de réclamer des mesures d'urgence, de condamner un gouvernement qui fait la preuve d'une faillite aussi monumentale dans ce domaine. Je ne pouvais pas manquer l'occasion de rappeler à ce gouvernement qu'un plan d'urgence s'impose, qu'on ne peut pas tolérer la fermeture d'usines au même rythme qu'on l'a connu en 1981 et qu'aucun des programmes présentés par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration actuellement ou aucun article dans le budget n'aura pour conséquence de régler ce problème à court terme. Je pense que tous les ministériels le savent parfaitement bien. Je ne mets pas en doute les intentions de ces programmes, mais je dis qu'ils ne régleront pas et ne réussiront pas à court terme à résoudre les problèmes difficiles actuels. C'est pour cette raison, monsieur le président, que je m'unis à tous les collègues de ce côté-ci de cette Chambre, afin de provoquer un sens de responsabilités vis-à-vis les députés ministériels, et j'ose espérer qu'ils réussiront à provoquer également chez les ministres responsables une action concrète vis-à-vis la demande des provinces. On a parlé d'une plus grande concertation avec les syndicats, avec les hommes d'affaires et avec les provinces, et on a dit que cela était nécessaire. Bien sûr le ministre a répondu: nous sommes disposés à discuter avec les provinces.

● (1700)

Hier, encore, à la conférence fédérale-provinciale, les provinces ont demandé et ont insisté sur cette négociation, sur cette coopération du gouvernement fédéral par rapport à la gravité de la situation actuelle mais le ministre des Finances (M. MacEachen) a fait la sourde oreille encore une fois. Et nous savons parfaitement bien, et les Canadiens doivent savoir que pour les six prochains mois ce gouvernement a fait la preuve qu'il ne veut pas reculer d'un pouce sur la philosophie qui l'a conduit et qui a conduit le pays à la faillite actuelle. Et nous espérons par nos interventions dans l'intérêt d'une population qui a trop souffert que nous réussirons à amener le ministre des Finances à des propositions beaucoup plus concrètes et à une philosophie économique beaucoup plus respectueuse de la population canadienne que nous représentons ici tous ensemble. Étant donné les circonstances, j'ose espérer que cette journée servira à placer ces députés ministériels dans une situation telle qu'ils auront suffisamment honte pour faire quelque chose, il n'est plus question de leur demander au nom de la fierté de défendre les Canadiens, ils n'en ont pas de fierté.